

Droit à l'image

Droit à l'image : introduction

- Cadre juridique complexe :
 - fait intervenir plusieurs droits :
 - pénal,
 - civil,
 - de la propriété intellectuelle.

Droit à l'image : introduction

- Les TIC n'ont rien modifié :
 - mêmes règles juridiques qu'avant l'informatique et internet.
- Mais leur usage :
 - rend possible une multiplicité d'exploitations de l'image.

Droit à l'image : introduction

- Après avoir étudié **les risques encourus par les personnes morales et physiques (I)**
- qui ne respecteraient pas les droits liés à l'image, **les composantes du droit à l'image (II)**

I – Risques juridiques

- L'utilisation non autorisée d'images :
 - de choses,
 - de personnes,
- fait courir le risque d'être condamné :
 - civilement,
 - pénalement.

I – Risques juridiques

1. Risque civil

- Article 9 du Code civil :

- « *Chacun a droit au respect de sa vie privée* »
(loi du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens).

I – Risques juridiques

1. Risque civil

- Pour empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée :
 - Des mesures, telles que :
 - séquestre, saisie ...,
 - peuvent être ordonnées en référé.

I – Risques juridiques

1. Risque civil

- L'usage de l'image d'une personne dans le cadre de sa vie privée :
 - peut entraîner la mise en cause de la responsabilité de l'utilisateur.
 - Si la preuve d'un préjudice est faite.

I – Risques juridiques

1. Risque civil

- Condamnation sous forme de :
 - dommages et intérêts,
 - saisie des biens,
 - publication judiciaire dans la presse.
- Si intention de nuire :
 - Affaire traitée au pénal.

I – Risques juridiques

1. Risque civil

- L'usage non autorisé d'images considérées en tant qu'œuvres :
 - délit de contrefaçon,
 - versement de dommages et intérêts.

I – Risques juridiques

2. Risque pénal

2.1. Atteinte à la vie privée

- Article 1382 du Code civil : « *Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer* ».
 - Peut être invoqué par toute victime d'un préjudice
 - quelles que soient les circonstances.

I – Risques juridiques

2. Risque pénal

2.1. Atteinte à la vie privée

- Mais, pour obtenir réparation, la victime doit prouver 3 éléments :
 - la faute ;
 - le dommage ;
 - le lien de causalité.

I – Risques juridiques

2. Risque pénal

2.1. Atteinte à la vie privée

- Pour les personnes présumées innocentes dont une image serait diffusée alors qu'elles sont menottées,
 - peine encourue : 15 000,00 € d' amende.
- Pour les victimes d'attentat dont il aurait été porté atteinte à la dignité,
 - peine encourue : 15 000,00 € d' amende.
- La loi informatique et liberté réprime l'usage illégal de données nominatives,
 - peines de 5 ans de prison et de 300 000,00 € d' amende.

I – Risques juridiques

2. Risque pénal

2.2. Contrefaçon d'une œuvre

- Toute représentation ou reproduction d'une œuvre, sans l'accord des auteurs, est illicite :
 - Sanctions : 3 ans de prison et 300 000 € d'amende,
 - sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts.

II – Le droit à l'image

- Droit récent :
 - Développement d'une conception consumériste de notre société.
 - Tout devient monnayable,
 - y compris ce qui juridiquement a été conçu pour ne pas l'être.
- Le droit de la personne est fondé sur son **intangibilité**.
 - Les éléments constitutifs de la personnalité ne doivent pas être altérés par quoi que ce soit.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

- Le droit à l'image, à « son » image, est protégé par le Code civil et le Code pénal.
- Cependant, cette protection est :
 - d'étendue variable,
 - en fonction du cas d'espèce.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.1. Un droit protégé

- Article 9 du Code civil : « *Chacun a droit au respect de **sa vie privée**. Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du **dommage subi**, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'**intimité de la vie privée** : ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé.* »

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.1. Un droit protégé

- **Première condition** : *l'atteinte doit être portée à la vie privée de l'individu.*
 - Une image captée dans le cadre de la vie publique ne peut porter préjudice à quiconque.
- Mais, vie privée et vie publique ne sont pas strictement séparées pour qui que ce soit.
 - Le juge doit donc définir pour chaque cas ce qui relève de la vie privée et/ou de la vie publique.
 - Il ne suffit pas d'être dans un lieu public pour que toute image puisse être captée,
 - non plus que dans un lieu privé pour interdire cette captation d'image.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.1. Un droit protégé

- **Seconde condition :** *il faut qu'un dommage soit subi ;*
 - généralement constitué par un préjudice moral.
 - dont l'appréciation ne peut être effectuée que par le juge,
 - en son âme et conscience,
 - et en « bon père de famille »,
 - en fonction des évolutions de la société.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.1. Un droit protégé

- **Troisième condition :** *L'atteinte doit porter sur l'intimité de la vie privée.*
 - le préjudice doit porter sur une situation habituellement réservée au cadre privé, cachée, secrète.
 - Cela implique une certaine subjectivité dans l'appréciation de l'atteinte.
 - Ce qui peut laisser penser que la protection de l'image est réservée à une minorité
 - dont l'essentiel des revenus provient de la commercialisation de son image.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.2. Un droit réservé à une minorité ?

- L'évaluation par le juge du préjudice subi va porter principalement sur le préjudice moral subi.
 - Les gens célèbres peuvent apparaître comme les utilisateurs privilégiés.
 - Mais, les personnages publics ne sont pas obligatoirement avantagés par leur notoriété.
 - Celle-ci peut entraîner une réduction de la sphère de la vie privée, et l'attitude de la victime célèbre jouera alors aux yeux du juge un rôle primordial.
 - S'il ne suffit pas d'être dans la rue pour être dans sa vie publique,
 - il ne suffit pas non plus d'être dans sa maison ou son bureau pour être dans sa vie privée, dans son intimité.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.2. Un droit réservé à une minorité ?

- Les hommes politiques voient la captation de leur image autorisée dès lors :
 - qu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions,
 - qu'ils prononcent un discours,
- que cette captation soit effectuée :
 - dans les lieux publics,
 - ou dans des lieux dits privés.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.2. Un droit réservé à une minorité ?

- Le juge doit donc dans les cas d'exploitation de l'image de célébrités concilier en permanence 2 principes :
 - le droit au respect de la vie privée,
 - le droit à l'information.
- Certains peuvent avoir envie de mener une véritable politique de contrôle de leur image,
 - afin de se créer des rentes rémunératrices,
 - parfois incompatibles avec le droit à l'information.
 - Peut-on au nom de ce dernier principe tout se permettre ?
 - Tout n'est-il pas information ?
 - Que devient le droit du journaliste d'investigation face au droit au respect de l'intimité de la vie privée ?

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.2. Un droit réservé à une minorité ?

- La loi Guigou de 2000 a tranché pour certains cas délicats :
 - Pour les présumés innocents, aucune photo avec menottes avant condamnation n'est autorisée.
 - Pour les victimes d'attentat, il s'agit d'éviter que ne soient exposées à la vue de tous les personnes en position d'affaiblissement, en position d'infériorité du fait de leurs blessures.
 - Le droit a hésité entre la préservation du droit à l'information et la préservation de la vie privée des victimes, touchées au plus profond de leur intimité physique.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.2. Un droit réservé à une minorité ?

- La loi du 29 juillet 1881 a tranché, en interdisant la prise et la diffusion d'images portant atteinte à la dignité des personnes.
 - Mais la jurisprudence continue d'hésiter entre les 2 principes, privilégiant tantôt l'un, tantôt l'autre,
 - les victimes elles-mêmes étant parfois hésitantes entre :
 - leur volonté de se préserver et
 - leur besoin de s'exposer pour montrer les conséquences de ces actes horribles.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.3. Le droit à l'image des mineurs

- Les mineurs voient leur droit à l'image géré par leurs parents ou tuteur.
 - La prise de vue de mineurs doit donc être précédée d'une demande d'autorisation aux parents qui précise le cadre :
 - lieu, durée, modalité de présentation, de diffusion, support.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.3. Le droit à l'image des mineurs

- **Il faut :**

- éviter de prêter le flan à une exploitation illicite de ces images par captation sur un site web.
- se prémunir contre des accusations de travail de mineur.
 - L'activité rémunérée des mineurs est réglementée très précisément par le Code du Travail.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.3. Le droit à l'image des mineurs

- En matière de stockage de fichiers informatiques de données personnelles,
 - une déclaration à la CNIL doit être effectuée,
 - et un droit d'accès des personnes organisé.

II – Le droit à l'image

1. Un droit d'étendue variable

1.3. Le droit à l'image des mineurs

- En filigrane de ces propos est apparue la notion d'autorisation de l'usage de l'image d'une personne,
 - qui est le principe fondateur du droit de l'image.